



N° 024

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

/AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2025 DU 19 MARS 2025

EN PROCEDEURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN
PONT ET DE SES ACCES SUR LA RIVIERE MUNGO, ROUTE REGIONALE INTER N8-MOMBO-
BAJOH DANS LE DEPARTEMENT DU KUPE-MANENGUBA, REGION DU SUD-OUEST.
FINANCEMENT : BIP DU MINTP EXERCICES 2025 ET 2026

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation de l'opération sus indiquée.

1. Objet de l'Appel d'Offres :

L'Appel d'Offres porte sur l'exécution des travaux de construction d'un pont et de ses accès sur la rivière MUNGO, route Régionale INTER N8-MOMBO-BAJOH dans le Département du KUPE MANENGUBA, Région du Sud-Ouest.

2. Consistance des travaux

Les travaux à réaliser dans le cadre du contrat se décompose comme suit :

- Le nettoyage et le désherbage du site des travaux ;
- L'ouverture des pistes sur une distance cumulée de 4,5 km de part et d'autre de l'ouvrage ;
- La mise en forme de la plateforme et la création des fossés et exutoires sur les 4,5 km de piste ;
- La fourniture et la pose des buses métalliques de Ø800 ;
- La construction des puisards et les têtes en maçonnerie de moellons des buses métalliques de Ø800 ;
- L'utilisation des batardeaux ;
- La réalisation des fouilles ;
- La construction des culées en maçonnerie de moellons ;
- La fourniture et la pose des IPE 550 pour poutre et les IPE 450 pour entretoises ;
- La réalisation des coffrages ordinaires de type WD50 ou équivalent ;
- La réalisation d'un tablier mixte avec un béton armé de 60 ml de long dosé à 350 kg-m3 ;
- La réalisation des trottoirs en béton armé de classe B30 ;
- La réalisation de la signalisation verticale et horizontale ;
- La réalisation des garde-corps métalliques ;
- La réalisation des ralentisseurs de vitesse aux entrées du pont.

3. Allotissement

Les travaux sont constitués en un (01) lot unique présenté comme suit :

N° de lot	Région	Département	Ouvrage/ Rivière	Portée/ Dimension (ml)	Délai (mois)	Coût prévisionnel (CFA)	Type intervention
Lot unique	Sud-Ouest	KUPE MANENGUBA	MOUNGO	60	15	723 810 400	Construction de pont et de ses accès

4. Coût prévisionnel

Le montant Prévisionnel des travaux est de sept cent vingt-trois millions huit cent dix mille quatre cent (723 810 400) de francs CFA Toutes Taxes Comprises.

5. Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est fixé à quinze (15) mois calendaires. Il comprend les périodes de pluies. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises listées ci-dessous, objet du Communiqué Radio Presse N° 2068/CRP/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA2/IE1/2024 du 20 Novembre 2024 portant publication des résultats de l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt N° 072/ASMI/MINTP/SG/DGTI/DOA/DOA10 du 13 septembre 2024, pour l'exécution des travaux de construction d'un pont et de ses accès sur la rivière MUNGO, route Régionale INTER N8 - MOMBO - BAJOH dans le Département du KUPE MANENGUBA, Région du Sud-Ouest.

Entreprises	ADRESSE
SUSAN LUCAS ENTERPRISE	B.P. : 343 Buca
FOTABON ROYAL ENTERPRISE	B.P. : 43 Tiko
CAMEROON CONTRACTORS	B.P. : 361 Kumba
ETIENNE ENTERPRISE	B.P. : 118 Tombel

NB : Les entreprises de la liste ci-dessus peuvent s'associer en groupement dans le cadre de cet appel d'offres.

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'investissement Public du MINTP, Exercices 2025 et 2026.

8. Mode de Soumission

Le mode de soumission est : « Exclusivement en ligne ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement provisoire (garantie de soumission) :

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier agréé par le Ministre en charge de finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics. Ledit cautionnement doit être accompagné du récépissé de dépôt délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

Le montant de ladite garantie est indiqué dans le tableau ci-dessous.

N° d'ordre	N° de Lot	Montant de la caution de soumission en F CFA
1	Lot unique	3 500 000

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres :

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.marchespublics.cm> et dès publication du présent avis.

11. Acquisition du dossier d'appel d'offres :

Le dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cent cinquante mille (150 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres :

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 18 AVR 2025 à 11 heures.

Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD et l'original de la caution de soumission devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 18 AVR 2025 à 11 heures, et déposé contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

N° **024** « APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
/AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2025 DU 19 MARS 2025
EN PROCEDEURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN PONT ET
DE SES ACCES SUR LA RIVIERE MUNGO, ROUTE REGIONALE INTER N8-MOMBO-BAJOH DANS LE
DEPARTEMENT DU KUPE MANENGUBA, REGION DU SUD-OUEST
COPIE DE SAUVEGARDE ET
ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION».

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des offres :

L'ouverture des offres administrative, technique et financière aura lieu, le 25 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre.

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

15. Administration au nom de laquelle sera conclu le marché :

A l'issue de l'examen des offres des soumissionnaires et du choix de l'attributaire par le Maître d'Ouvrage, le marché sera conclu entre celui-ci et le Maître d'Ouvrage qui est le Ministre des Travaux Publics.

16. Critères d'évaluation des offres

16.1 Critères éliminatoires

A- Dossier administratif incomplet pour :

- Absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;

B- Offre technique incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
- un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Ingénieur des travaux du Genil Civil ou plus (Bac + 3 minimum), ayant au moins cinq (07) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics, et ayant effectué au moins deux (02) projets au poste de conducteur des travaux dans le domaine de la construction, d'entretien ou de réhabilitation des ouvrages d'art (joindre curriculum vitae signé par le candidat, une copie certifiée conforme du diplôme signée par l'Autorité Administrative, une attestation de disponibilité datée et signée du candidat et une attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ;
- la capacité financière (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances d'au moins 230 000 000FCFA ;
- n'avoir pas validé trois (03) sur les cinq (05) critères essentiels avec obligatoirement le critère matériel.

C- Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- la soumission timbrée, datée et signée (voir modèle joint);
- le bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle joint avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres; rempli de manière lisible; paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page;
- le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises;
- le sous - détail des prix unitaires quantifiés paraphé à toutes les pages (voir modèle joint).
- l'omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.

D- Fausse déclaration, pièce falsifiée ou pièce non authentique ;

E- Absence de la copie de sauvegarde accompagnée de l'accusé de réception sur plateforme pour la soumission en ligne et de l'original de la caution de soumission ;

F- Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;

G- Absence de la charte d'Intégrité ;

H- Absence de la Déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales.

16.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement ;
- b) Matériels;
- c) Références;
- d) Preuves d'acceptation du marché;
- e) La visite des lieux.

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

17. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à un soumissionnaire qui, titulaire d'un contrat en cours dans la zone, a des performances non satisfaisantes (résilié ou abandonné) ou peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constat de défaillance notifié dans les six mois précédant l'attribution ou contrat en cours de résiliation).

18. Durée de validité des offres :

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats, Tél. 222 22 95 11 au Ministère des Travaux Publics.

20. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de surveillance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

21. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

Yaoundé, le 9 MARS 2025



Emmanuel NGANOU D.



No. 024

LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS

/AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2025 OF

19 MARS 2025

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO CONSTRUCT A BRIDGE OVER RIVER MUNGO AND ITS ACCESS ROADS, INTER N8-MOMBO-BAJOH REGIONAL ROAD IN THE KUPE MANENGUBA DIVISION, SOUTH-WEST REGION.
FUNDING: MINTP-FIE FINANCIAL YEAR 2025 AND 2026

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Republic of Cameroon, a Limited National Call for Tenders for the execution of the above works.

1. Purpose of the Call for Tenders:

This Call for Tenders concerns the execution of works to construct a bridge over the River MUNGO and its access roads, Inter N8-MOMBO-BAJOH Regional Road in the KUPE MANENGUBA Division, South West Region.

2. Scope of Works

The works to be carried out under this contract concern the following:

- Cleaning and weeding of the site;
- Opening of tracks over a cumulative distance of 4.5 km on either side of the structure;
- Reshaping of the roadbed including the construction of ditches and outlets, over 4.5 km;
- Supply and installation of Ø 800 mm concrete pipe culverts;
- Construction of sumps and quarry stone masonry heads for Ø 800 metal pipe culverts;
- Use of cofferdams;
- Excavations;
- Construction of quarry stone masonry abutments;
- Supply and installation of IPE 550 for beams and IPE 450 for crossbeams;
- Ordinary WD50 formwork or equivalent;
- Construction of a reinforced concrete deck, dosed at 350 kg-m3;
- Construction of reinforced concrete class B30 sidewalks;
- Installation of upright and surface signing;
- Construction of metallic guard rails;
- Construction of speed breaks at bridge entrances;

3. Allotment

Works shall be tendered for in a single (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Division	Structure/River	Scope/ dimension (LxM)	Time frame (months)	Estimated cost (including taxes)	Type of intervention
Single lot	South-West	KUPE MANENGUBA	MOUNGO	60	15	Phase 1: 300,000,000 Phase 2: 423,810,400 Total: 723,810,400	Construction of bridges and its access

4. Estimated Cost

The estimated cost of the work is seven hundred and twenty-three million eight hundred and ten thousand four hundred (723,810,400) CFA francs, including taxes.

5. Time Frame

The time frame set by the Project Owner is fifteen (15) calendar months. This includes rainy periods. It takes effect from the date of notification of the service order to start.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be open on equal conditions to the companies listed below, pursuant to the Press Release No. 2068/CRP/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA2/IE1/2024 of 20 November 2024 publishing the results of the Request for Expressions of Interest No. 072/ASMI/MINTP/SG/DGTI/DOA/ DOA10

of 13 September 2024, for the execution of works to construct a bridge over River MUNGO and its access roads, INTER N8 - MOMBO - BAJOH Regional road, in the KUPE MANENGUBA Division, South-West Region.

Contractors	ADDRESS
SUSAN LUCAS ENTERPRISE	PO Box: 343 Buea
FOTABON ROYAL ENTERPRISE	PO Box: 43 Tiko
CAMEROON CONTRACTORS	PO Box: 361 Kumba
ETIENNE ENTERPRISE	PO Box: 118 Tombel

Note: The companies listed above may form a consortium for the purposes of this call for tenders

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by MINTP Public Investment Budget, financial years 2025 and 2026.

8. Bidding Method

Bidding shall be carried out as follows: "Exclusively online". In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9. Provisional Guarantee (bid bond):

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents and delivered by a financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds within the framework of Public Contracts. Said Bid Bond must be accompanied by the Deposit Receipt issued by Deposit and Consignment fund (CDEC).

The amount in CFAF of the bond is indicated in the table below:

Order No.	Lot No.	Amount of the bid bond in CFAF
1	Single lot	3,500,000

The provisional guarantee must be the original copy and not older than three (3) months, otherwise it will be rejected.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. If the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided. Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional guarantee.

10. Consultation of Tender Documents:

The Tender Documents may be consulted at the Department of Contracts/Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210 and the soft copy on COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this Call for Tenders.

11. Acquisition of Tender Documents:

Tender Documents may be obtained at the Department of Contracts/Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of one hundred and fifty thousand (150,000) FCFA.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain Tender Documents by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above for the electronic version. However, on-line tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders:

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 18 MAR 2025 at 11 a.m.

Besides, a back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD and the original bid bond shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210 latest on 18 MAR 2025 at 11 a.m. It shall bear the following:

No. **024** "LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2025 OF **19 MARS 2025**
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO CONSTRUCT A BRIDGE OVER
RIVER MUNGO AND ITS ACCESS ROADS, INTER N8-MOMBO-BAJOH REGIONAL ROAD IN THE KUPE
MANENGUBA DIVISION, SOUTH-WEST REGION.
BACK-UP COPY AND ORIGINAL OF THE BID BOND".

File size and format

The maximum size of the above-mentioned documents (Volume 1, Volume 2 and Volume 3) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- ✓ 5 MB for the Administrative Offer;
- ✓ 15 MB for the Technical Offer;
- ✓ 5 MB for the Financial Offer;

Accepted formats include:

- ✓ PDF format for textual documents;
- ✓ JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Tender Compliance

Tenders received after the submission deadline shall be rejected

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the stamped bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which shall be valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender-validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders' launching date.

14. Opening of Tenders:

Administrative, technical and financial offers shall be opened on 19 MAR 2025 at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair Works at the Ministry of Public Works, located at the Regional Delegation of Public works for the Centre.

All tenderers may attend the opening session or each have themselves represented by one duly mandated person of their choice (even in the event of a consortium) with sound knowledge of their file.

15. Contracting Authority:

After the evaluation of offers, the contract shall be signed between the Minister of Public Works, Project Owner, and the successful tenderer.

16. Tender Evaluation Criteria

16.1 Eliminatory Criteria

A- Incomplete administrative file due to:

- Absence of the bid bond after the opening of tenders;
- Failure to submit, after the 48-hour extension following the opening of tenders, a document deemed non-compliant or missing from the administrative file;

B- Incomplete technical offer in the absence of one of the following elements:

- The formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
- A Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO): Civil engineer or holder of a higher degree (GCE + 3 at least), with at least seven (7) years' general experience in the building and public works sector, and having carried out at least two (2) projects as a works supervisor in the field of engineering structures construction, maintenance or rehabilitation (attach curriculum vitae signed by the candidate, a certified copy of the diploma signed by the relevant Administrative Authority, an attestation of availability dated and signed by the candidate and an attestation of enrolment into the National Order of Civil Engineers (NOCE);
- Presence of a State's employee without justification of his availability;
- a financing capacity (available credit line) of at least 230,000,000 CFAF, issued by a first class bank approved by the Minister in charge of Finance;
- Not having met the five (5) essential criteria;

C- Incomplete financial offer due to the absence of one of the following elements:

- Stamped, signed and dated bid (see attached model);
- The Unit Price Schedule (UPS) compliant with the attached model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
- Dated, signed and stamped bill of quantities, indicating the amounts net and including taxes;
- The breakdown of unit prices initialled on all pages (see attached model).
- Omission of a quantified unit price in the financial offer;

D- False declaration, forged or unauthentic documents;

E- Absence of the back-up copy accompanied by the platform acknowledgement of receipt, for online submission, and the original of the bid bond;

F- Non-compliance with the file format for bids submitted online;

G- Absence of the Integrity Charter;

H- Absence of the Declaration of commitment to respect social and environmental clauses.

16.2 Essential Criteria

The technical offers shall be evaluated out of the following essential criteria:

- a) Supervisory staff;
- b) Equipment;
- c) References;
- d) Proof of contract acceptance;
- e) Site visit.

NB: Any public service employee listed among the staff who did not submit all documents justifying his availability notified by the Public Service shall not be accepted.

17. Contract Award

The contract shall be awarded to the tenderer with the lowest bid and meeting the technical and administrative requirements.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract under this Call for Tenders to a bidder, holder of an ongoing contract in the same area, whose performance is unsatisfactory (terminated or abandoned) or not really satisfactory (formal notice whose assessment was unsatisfactory or failure established and notified within six months prior to the award of the contract being terminated).

18. Tender Validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days, with effect from the tender submission deadline.

19. Further Information:

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts (Tel. 222 22 95 11) in the Ministry of Public Works.

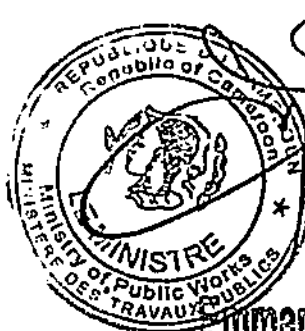
20. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155/222 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm

21. Fight Against Corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to MINMAP on the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48 or text MINTP on 88 00 2042.

Yaounde, 19 MARS 2025



Emmanuel NGANOU D.